

ELISABETH GUIGOU

Présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France

Je vais donner un point de vue européen sur le présent et le futur des relations entre l'Afrique et l'Europe qui, je crois, a besoin d'un profond renouveau, non seulement des principes, mais surtout des moyens et des instruments. En effet, je crois, comme vient de le dire Nathalie Delapalme, qu'il faut maintenant rentrer dans le concret. Je pense que nous avons déjà à Marrakech, la dernière fois, établi un diagnostic commun, c'est-à-dire que l'Afrique et l'Europe ont des défis à relever en commun parce que ce sont les mêmes.

Vous venez, Monsieur le Ministre, de parler de la sécurité, mais il y en a beaucoup d'autres. Et la pandémie, évidemment, rend encore plus aigu ce besoin de relever les défis en commun parce que notre proximité, à la fois géographique, culturelle et historique aussi nous commande de le faire.

Je voudrais insister, après beaucoup d'autres, sur la question de la jeunesse. Je me réfère à ce qu'a dit la Première ministre Aminata Touré, hier, et également Madame Tuakli, il y a deux ans, à Marrakech.

Nous savons tous qu'il va y avoir deux fois plus de jeunes arrivant sur le marché du travail en Afrique qu'il n'y a de créations d'emplois. C'est, à mes yeux, le problème majeur. La question est de savoir, me semble-t-il, comment il pourrait y avoir davantage de créations d'emplois, à quelles conditions et comment l'Europe pourrait utilement aider l'Afrique, avec l'idée de partager bien sûr les bénéfices de ce développement commun, et non pas simplement de faire en sorte que l'Europe n'en retire que des bénéfices.

Je crois beaucoup que tout dépend de l'industrialisation de l'Afrique. C'est d'ailleurs ce qu'a dit hier soir le Premier ministre de Côte d'Ivoire. Bien sûr, il faut que l'aide internationale, l'aide publique, soit là pour les services publics, mais il est indispensable aussi de promouvoir et d'attirer les investissements privés pour développer l'industrialisation.

C'est là que je voudrais insister sur un outil nouveau me paraît peut-être de nature à favoriser ces investissements privés en Afrique pour développer l'emploi local et faire en sorte que le partage de la valeur ajoutée, la transformation des matières premières dont l'Afrique regorge, puisse se faire au bénéfice des Africains et de la jeunesse africaine.

Les zones économiques spéciales et sécurisées attirent les investisseurs privés qui y trouvent la logistique et les services nécessaires. Il y en a, d'après la CNUCED, un peu plus de 200 en



Afrique, qui ont été créées principalement par la Chine sur le modèle de la zone économique spéciale de Shenzhen qui a connu un grand succès.

Les zones qui ont réussi sont celles qui ont associé les Africains. D'abord, c'est strictement délimité. Ces zones concentrent un régime fiscal et douanier particulier, un ensemble d'infrastructures qui facilitent la production et surtout une insertion dans l'environnement local, ainsi que, par exemple, des actions de formation et d'éducation pour les jeunes Africains, et non pas pour simplement importer de la main-d'œuvre étrangère qui travaille et réexporte ensuite des produits transformés à partir des matières premières africaines.

Je vais faire référence à une très intéressante étude qui vient d'être publiée et qui a fait l'objet d'un webinaire présidé par Moulay Hafid Elalamy, le ministre marocain de l'Industrie, et qui a eu le soutien de l'entreprise Meridiam qui intervient beaucoup en Afrique.

Je vous signale une étude extrêmement fine des zones industrielles spéciales partout sur le continent africain, de celles qui ont réussi, c'est-à-dire celles qui font appel à la main d'œuvre, qui favorisent des transformations structurelles qui bénéficient aux Africains, et celles qui ont échoué, c'est-à-dire celles qui se contentent de produire sur place et de réexporter sans que les populations locales n'en voient jamais le bénéfice.

Je crois que nous avons là un instrument. Il en existe d'autres, certainement. Cependant, dans les discussions actuelles, les négociations qui sont en cours entre les Européens et les Africains pour renouveler les instruments de la coopération – il faut sortir des grandes idées générales, de ces grands-messes dans lesquelles on se redit des choses, même si c'est utile parce que ce sont des contacts –, il faut arriver à avoir des propositions opérationnelles et pratiques.

C'est là que je rejoins l'approche que vient d'évoquer Nathalie. Concentrons-nous sur des sujets très concrets et particuliers. Nathalie nous a parlé très utilement de la santé, tout à l'heure. Je vous parle là de l'emploi de jeunes et de l'industrialisation avec cet instrument, et peut-être d'autres aussi.

Je vais arrêter là parce que si cette étude vous intéresse, vous pourrez la trouver sur le site de l'Institut de prospective euro-méditerranéenne, dont nous vous avons parlé la dernière fois, à Marrakech.

Monsieur le Président, je crois que j'ai fait 6 minutes. Merci beaucoup de votre attention.

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Je vous remercie, Madame Élisabeth Guigou.